



Communiqué de Presse Unitaire

Un ministre de la santé « ouvert » à la discussion mais contraint par un PLFSS 2024 et un ONDAM « fermé »

Les organisations syndicales représentatives au sein de la Fonction Publique Hospitalière CGT, FO, SUD et UNSA ont été reçues en multilatérale pour la première fois la semaine dernière par le ministre de la Santé et de la Prévention. A cette occasion, elles ont trouvé un ministre à l'écoute et ont pu porter les revendications des personnels, notamment sur la question salariale, les mauvaises conditions de travail des personnels, le manque d'effectifs en professionnel.les tous métiers confondus, la nécessité d'arrêter les fermetures de lits et d'établissements, ainsi que l'insuffisance de moyens dans leur ensemble qui empêchent au quotidien d'exercer les missions des salarié.es en toute sécurité et dans de bonnes conditions.

Le ministre s'est engagé, sur la demande des organisations syndicales, de procéder urgemment au versement du 1^{er} mai 2022 pour les salarié.es encore en attente du paiement et s'est dit « ouvert » à échanger sur tous les sujets qui préoccupent les représentant.es du personnel. Seul bémol, c'est que pour répondre à nos revendications, il va falloir des financements à la hauteur des besoins, et sur ce point le ministre nous rappelle qu'il est soumis à l'arbitrage du gouvernement et au Futur Projet de Loi du Financement de la Sécurité Sociale 2024 qui va être débattu cette semaine à l'Assemblée Nationale. PLFSS qui comporte un ONDAM nettement insuffisant pour répondre aux dépenses naturelles en cours et qui contient de nouvelles mesures d'économie qui vont être synonymes d'économies supplémentaires pour notre système de santé et d'action sociale. Dans ces conditions, la volonté du ministre exprimée lors de notre rencontre, de vouloir améliorer la situation, sans pour autant en avoir les moyens financiers, n'est pas de nature à nous rassurer, au contraire, une fois de plus les personnels et la population vont devoir faire les frais de cette politique gouvernementale austéritaire.

Conscientes de la gravité du contexte actuel et du constat partagé d'une situation inédite à l'hôpital public et dans les établissements du sanitaire médico-social et social, qui sont alarmantes et préoccupantes pour les patient.es et au-delà pour tous les personnels, les organisations syndicales CGT, FO, SUD et UNSA santé et sociaux ont décidé d'appeler à la grève et à une mobilisation nationale qui se traduiront par des initiatives dans les établissements et des manifestations en territoire le 16 novembre 2023. En Île-de-France, un rassemblement sera organisé devant le ministère de la Santé et de la Prévention.

L'Hôpital Public et les établissements du sanitaire, du social et du médico-social sont des biens essentiels pour notre société que nous devons défendre collectivement. La santé n'est pas une marchandise, elle ne doit pas être vue comme une variable d'ajustement financier mais comme un investissement d'avenir et de prévention.

Ensemble, salarié.es, retraité.es, usagères et usagers, il est maintenant temps de nous mobiliser pour arracher les moyens financiers pour obtenir un système de santé qui « soigne » les professionnels qui y travaillent et une sécurité sociale qui doit garantir la qualité de la prise en charge de la population sur tout le territoire.

Paris le 25 octobre 2023